

**CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**

**ÉTUDE DES CRÉDITS  
1997-1998**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
DE  
L'OPPOSITION OFFICIELLE**

1. SEP 1997

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 1

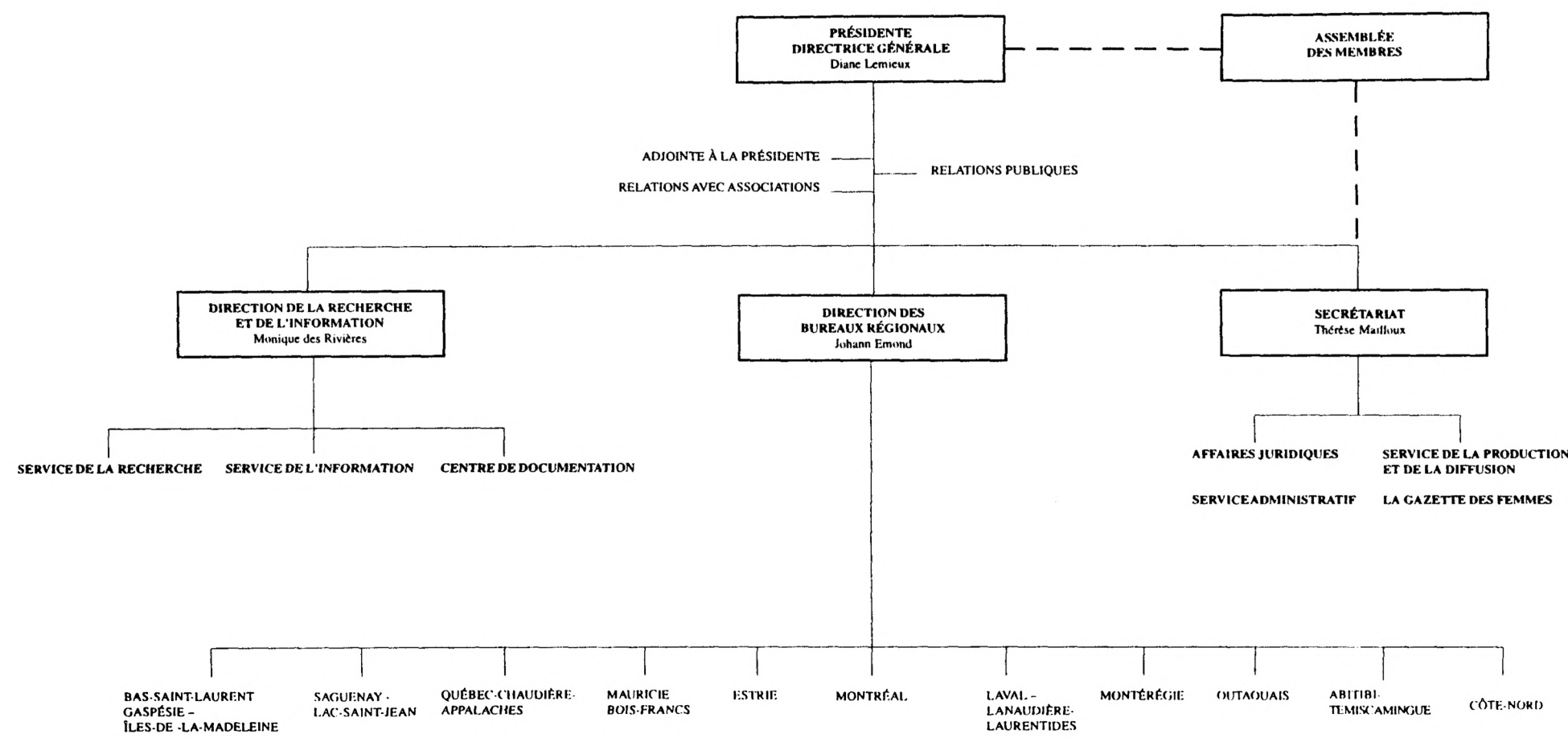
<b>Titre</b>  Organigramme du Conseil du statut de la femme
---

<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>  Voir annexe
--

SOURCE :

# Conseil du statut de la femme

## ORGANIGRAMME



# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 2

### Titre

Liste des publications du Conseil du statut de la femme régulières, particulières ou occasionnelles

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour l'exercice financier 1996-1997, un budget de l'ordre de 48 500 \$ a été consacré à la production et à la diffusion des diverses publications du Conseil du statut de la femme qui sont catégorisées ici comme étant **occasionnelles**. (Ceci exclût la réimpression des publications produites durant les années antérieures.)

Les publications du Conseil ont été distribuées à l'ensemble de ses clientèles, à savoir, aux groupes de femmes du Québec, aux associations nationales de condition féminine, à ses divers partenaires communautaires, gouvernementaux et socioéconomiques, ainsi qu'à la population en général qui en faisait la demande.

Un montant d'environ 20 200 \$ a été alloué à l'impression uniquement par l'intermédiaire du contrat ouvert et une somme de 28 300 \$ a été attribuée à différentes autres compagnies pour l'ensemble de la production, de l'impression et de la diffusion, à l'exclusion des frais postaux.

Pour l'année financière 1996-1997, 35 nouveaux documents ont été produits pour un total de près de 92 700 exemplaires comptabilisés. Ils sont énumérés dans les tableaux qui suivent, en identifiant le type de production, le titre du document, le nombre de pages et le tirage.

SOURCE :



**LISTE DES PUBLICATIONS PRODUITES ET ÉDITÉES  
PAR LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME EN 1996-1997**

Type de production	Titre	Nombre de pages	Tirage
Avis du CSF	<i>Le projet de loi n° 133 et le droit des femmes à l'égalité dans les régimes d'avantages sociaux, de retraite et d'assurance – Mémoire du Conseil du statut de la femme sur le projet de loi n° 133, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne du Québec et d'autres dispositions législatives</i>	32	800
Avis du CSF Synthèse	<i>Promotion et défense des droits des femmes : des fonds pour mieux faire</i>	32 2	1 500 550
Avis du CSF	<i>Pensions alimentaires : quand une pomme égale deux oranges – Mémoire présenté à la Commission des affaires sociales lors de la consultation sur un modèle de fixation des pensions alimentaires pour enfants</i>	36	600
Avis du CSF	<i>Mémoire sur le projet de loi n° 35 – Loi sur l'équité salariale</i>	36	1 000
Avis du CSF Synthèse	<i>Des choix pour l'avenir – Avis du Conseil du statut de la femme en réaction au rapport de la Commission des États généraux sur l'éducation 1995-1996</i>	32 2	1 000 1 500
Avis du CSF	<i>Mémoire présenté à la Commission sur la fiscalité et le financement des services publics</i>	35	1 300
Avis du CSF	<i>Infomenmes, avez-vous dit? – Mémoire présenté à la Commission de la culture lors de la consultation sur les enjeux du développement de l'infomoute québécoise</i>	24	2 000
Avis du CSF Synthèse	<i>La procréation médicalement assistée : une pratique à encadrer</i>	93 4	1 500 1 500
Avis du CSF	<i>Mémoire sur le document de consultation intitulé Un parcours vers l'insertion, la formation et l'emploi – La réforme de la sécurité du revenu</i>	61	2 500
Avis du CSF	<i>Commentaires sur le projet de loi 65 instituant la médiation préalable en matière familiale</i>	23	1 500
Analyse	<i>Commentaires du Conseil du statut de la femme sur les orientations ministérielles en matière de planification des naissances</i>	27	1 100
Analyse Synthèse	<i>Partenariat État/Communautaire – Les groupes de femmes y gagnent-ils au change?</i>	41 2	2 600 1 600
Analyse	<i>On se prépare... À devenir membre des conseils d'administration des établissements publics de santé et de services sociaux et des régies régionales, collection « Femmes et développement des régions »</i>	23	2 000
Feuillet	<i>Une invitation spéciale aux femmes de toutes les régions du Québec</i>	2	1 750
Analyse	<i>Conseils régionaux de la SQDM : 1/3 de femmes, 2/3 d'hommes... collection « Femmes et développement des régions »</i>	10	1 200
Recherche	<i>Portrait socio-économique des femmes du Québec et de ses régions</i>	180	2 000
Synthèse	<i>Virage ambulatoire : notes exploratoires</i>	2	700
Brochure Avis de parution	<i>Le travail, est-ce toujours la santé? – Document d'information sur la santé et la sécurité à l'intention des travailleuses</i>	41 2	5 000 3 000
Brochure d'information	<i>Info-CSF, vol. 1, n° 3, juin 1996</i> <i>Info-CSF, vol. 2, n° 1, octobre 1996</i> <i>Info-CSF, vol. 2, n° 2, février 1997</i>	4 6 5	333 400 350
Feuillet d'information	<i>Repartir du bon pied avec 3,7 millions de femmes – Déclaration du Conseil du statut de la femme dans le cadre du Sommet sur l'économie et l'emploi – 29-30-31 octobre et 1<sup>er</sup> novembre 1996</i>	4	1 400

Type de production	Titre	Nombre de pages	Tirage
Affiche	Journée internationale des femmes – 8 mars 1997		
Brochure	<i>8 mars 1997 – À notre santé!</i>	16	4 000
Brochure	<i>Guide d'animation – 8 mars 1997 – À notre santé!</i>	8	3 500
	<i>La constante progression des femmes – Historique des droits des femmes</i>		16 000
Feuillet	<i>L'origine «véritable» du 8 mars – Journée internationale des femmes</i>		16 000
Dépliant d'information	<i>Le Conseil du statut de la femme – Un partenaire-clé des Québécoises</i>		10 000
Dépliant d'information	<i>The Conseil du statut de la femme – A key partner for Québec women</i>		2 000
Outils d'information	<i>Femmes et partenariat – Pour mettre tous les atouts dans son jeu</i>	175	17

**PUBLICATION PRODUITE PAR LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME  
ET ÉDITÉE PAR LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC EN 1996-1997**

Type de production	Titre	Nombre de pages	Tirage
Brochure	<i>Conseil du statut de la femme – Rapport annuel 1995-1996</i>	35	500

## **LA GAZETTE DES FEMMES – 1996-1997**

*La Gazette des femmes* existe depuis octobre 1979, paraît six fois par année et compte 40 pages. Depuis janvier 1995, l'abonnement est payant et le magazine est vendu en kiosque.

Pour l'exercice financier 1996-1997, avec un budget global de 209 000 \$, incluant la production et la promotion du magazine, *La Gazette des femmes* a atteint un tirage total de **91 583**, soit une moyenne de tirage de **15 263** par numéro. Imprimerie Canada a réalisé l'impression de cinq numéros du magazine et Solisco, un numéro. Informatique Rive-Sud inc. assume la gestion du fichier des abonnées et la préparation postale. La distribution en kiosques est effectuée par Les Messageries de Presse Benjamin.

Voici pour chacune des parutions régulières les données concernant le tirage et les titres des principaux articles.

Année 1996-1997, volume 18, numéros 1 à 6

### **Tirage total : 91 583**

<b>NUMÉRO 1, MAI-JUIN 1996</b>  <b>15 000</b>	<b>Dossier : Mères et féministes : une union féconde</b> <ul style="list-style-type: none"><li>. États généraux sur l'éducation : au tour des garçons?</li><li>. Le partenariat, ça marche</li><li>. Les entrepreneures guinéennes à la rescousse de leurs pays</li></ul>
<b>NUMÉRO 2, JUIL.-AOÛT 1996</b>  <b>15 000</b>	<b>Dossier : Le tourisme fait femme</b> <ul style="list-style-type: none"><li>. Ces femmes qui défendent la condition féminine</li><li>. Des femmes et des jeux</li><li>. Jocelyne Talbot : tout feu, tout flamme chez les Palestiniennes</li></ul>
<b>NUMÉRO 3, SEPT.-OCT. 1996</b>  <b>15 000</b>	<b>Dossier : Que pensent les femmes des femmes? - sondage</b> <ul style="list-style-type: none"><li>. Quand les militantes décrochent</li><li>. Les enfants de Duplessis : d'abord victimes du patriarcat</li><li>. Dire vrai ou penser faux (et vice versa)</li></ul>
<b>NUMÉRO 4, NOV.-DÉC. 1996</b>  <b>15 000</b>	<b>Dossier : Pas de demi-sommet : la parole aux femmes</b> <ul style="list-style-type: none"><li>. L'opposition à l'avortement du lobby au commando</li><li>. Peut-on protéger nos filles sans stigmatiser les délinquants sexuels récidivistes?</li><li>. Quand l'enfance est violée</li></ul>
<b>NUMÉRO 5, JANV.-FÉV. 1997</b>  <b>16 000</b>	<b>Dossier : Métro-boulot-machos : bien faire son avenir dans le non-traditionnel</b> <ul style="list-style-type: none"><li>. Aviti Fanm : un journal féministe et créole</li><li>. Le leadership féministe : phénomène ou vue de l'esprit?</li><li>. Protégées, les travailleuses? C'est à voir...</li></ul>
<b>NUMÉRO 6, MARS-AVRIL 1997</b>  <b>15 883</b>	<b>Dossier : À notre santé</b> <ul style="list-style-type: none"><li>. Les femmes et les enfants en Iraq, otages de l'Occident</li><li>. Affaires de femmes</li><li>. Faites la guerre... pas l'amour</li></ul>

# INFO-RÉGION 1996-1997

Les *Info-régions* sont des bulletins d'information rédigés dans chaque bureau régional du Conseil du statut de la femme et destinés à une clientèle régionale. Ils contiennent des nouvelles du Conseil du statut de la femme dont ses dernières publications, des éléments d'actualité provinciale et régionale et des nouvelles des groupes.

Selon les régions, ils sont envoyés aux groupes de femmes uniquement ou aux groupes de femmes et aux répondantes de condition féminine des différents ministères, aux CLSC, aux institutions d'enseignement, etc. Lors de certains événements d'importance, telles les élections municipales, un *Info-région* spécial est envoyé dans toutes les régions.

Les *Info-régions* sont produits à l'interne et entraînent des coûts de reprographie inférieurs à 500 \$ annuellement. Leur périodicité est variable, toutefois, en moyenne, trois (3) *Info-régions* différents sont diffusés chaque année par l'ensemble des bureaux régionaux.

La liste d'envoi des bureaux régionaux varie entre 40 et 250 exemplaires, comme le relevé suivant l'indique :

BUREAU RÉGIONAL		NOMBRE DE COPIES
01-11	Bas Saint-Laurent – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	145
02	Saguenay – Lac-Saint-Jean	130
03	Québec – Chaudières – Appalaches	260
04	Mauricie – Bois-Francs	110
05	Estrie	100
06	Montréal	215
07	Outaouais	152
08	Abitibi – Témiscamingue	200
09	Côte-Nord	175
13-14-15	Laval – Laurentides – Lanaudière	175
16	Montréal	210
TOTAL		1 872

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 3

### Titre

Liste des voyages hors Québec depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Paris, du 1996-11-22 au 1996-11-30, mission sur «La place des femmes dans le développement des régions» dans le cadre de l'entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française dans le domaine des droits des femmes, activité retenue à la programmation intégrée 1995-1996 des Affaires internationales.

Coût estimé au CT : 1 880 \$

Coût réel : 1 420 \$ (billets d'avion payés par le MRI (819 \$) et environ 1 000 \$ de frais de séjour payés par la France)

Participante : Johann Émond, directrice des bureaux régionaux

**SOURCE :**

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 4

**Titre**

Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

1996-1997 - Dépenses en publicité

Lors de l'exercice 1996-1997, le Conseil du statut de la femme a effectué des placements-médias visant à mieux faire connaître le CSF et certaines de ses publications dont *La Gazette des femmes*.

**QUOTIDIENS**

Le Devoir	870 \$	Publicité de <i>La Gazette des femmes</i> dans le cahier spécial du 8 mars 1997 - Journée internationale des femmes.
-----------	--------	--

**MAGAZINES**

Protégez-vous	2 500 \$	Publicité dans le cahier spécial du magazine Protégez-vous édition de novembre 1996.
---------------	----------	--

1997-1998

Pour le prochain exercice financier, soit 1997-1998, le Conseil du statut de la femme a réservé une enveloppe de 10 000 \$ qui pourra être utilisée pour défrayer les coûts reliés:

- à la publication des offres d'emploi dans les médias;
- à faire connaître certaines publications (principalement *La Gazette des femmes*) ainsi que les avis et autres activités du Conseil.

**SOURCE :**

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 5

### Titre

Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1996-1997 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Fournisseur : SOM inc.

Coût : 9 800 \$

Objet : Enquête par groupes de discussion sur l'opinion des jeunes mères à l'égard d'une politique familiale

Autres soumissionnaires : - Léger & Léger Québec pour 11 950 \$  
- Saine Marketing pour 13 900 \$

Sommaire des résultats joint en annexe.

**SOURCE :**

**Paroles de mères**

**Claire Minguy**

Ô mères... que de mesures on adopte au nom du bien-être de vos enfants!  
Mais vous, les coauteures de cette progéniture qui assurera la suite du  
monde, qu'en dites-vous?

On écoute peu les mères. De moins en moins, semble-t-il parfois.  
Au profit des innombrables spécialistes et leaders de groupes d'opinion  
qui ont tous de savantes thèses à défendre... au nom des enfants!

Bien modestement, nous l'avouons, l'espace d'une semaine, nous  
avons voulu renverser la vapeur. À cette fin, nous nous sommes  
trimballées dans quelques villes du Québec (voir l'encadré) avec des  
spécialistes de SOM, une entreprise de recherches et de sondages, pour  
entendre une quarantaine de mères, âgées de 20 à 35 ans, qui ont des  
enfants du berceau à 16 ans.

**Les enfants qu'on a ou les enfants qu'on veut?**

À chaque rencontre, un souffle de nostalgie traverse la salle. En  
effet, les participantes qui auraient souhaité avoir un ou deux enfants  
de plus sont aussi nombreuses que celles qui ont eu autant d'enfants  
qu'elles le désiraient. Quelques mères, parce qu'elles n'ont  
actuellement pas de conjoint, se déclarent «hors course».

Plus fréquemment, les femmes de Montréal ont déclaré qu'elles  
auraient aimé avoir plus d'enfants, alors que celles de Portneuf ont le  
plus réalisé leurs désirs sur ce plan.



Assurément, le manque d'argent constitue le principal frein à la réalisation du projet d'enfant. Suivent les réserves du conjoint, les concessions à faire lorsque les deux partenaires veulent poursuivre leur carrière et, pour quelques-unes, la fatigue et le manque de patience.

C'est presque avec un cri du coeur que les mères nous ont indiqué que les mesures d'aide gouvernementale n'ont d'aucune manière influé sur leur décision d'avoir un enfant. Au contraire, résume l'une d'elles : «Les mesures "facilitantes" sont tellement restreintes que, si on s'y était fiées... on n'aurait jamais eu d'enfants!» D'ailleurs, déplorent celles qui font partie de la classe moyenne, très peu de mesures leur sont accessibles.

Au fait, toutes s'estiment insuffisamment informées, surtout au moment d'une première maternité, des services ou des programmes destinés aux familles. Bien sûr, les femmes sont inondées de dépliants quand elles accouchent à l'hôpital, mais ayant alors en tête bien d'autres choses, le moment leur semble inapproprié. Le bouche à oreille demeure donc leur principal mode d'information.

Après réflexion, les seules mesures auxquelles de rares femmes attribuent une influence sur leur décision sont les congés de maternité et les congés parentaux.

Si les femmes désignent difficilement des mesures qui les ont incitées à la maternité, les réponses fusent et se bousculent lorsqu'il est question des contraintes au projet d'enfant.

Une première série de doléances tourne autour des congés de

51 maternité ou parentaux. D'abord, plusieurs jugent inacceptable la perte  
52 de revenus qui en résulte. Le manque à gagner a d'ailleurs hâté le  
53 retour au travail de quelques-unes. C'est tout de même mieux que les  
54 travailleuses à temps partiel ou à statut précaire qui, bien souvent,  
55 n'ont eu droit à aucun congé... quand elles n'ont pas été carrément  
56 congédiées. Et que dire des travailleuses autonomes! Enfin, d'autres  
57 ont raconté leurs démêlés avec leur employeur à propos du retrait  
58 préventif que leur fonction justifiait pourtant.

59 Les services de garde soulèvent également plusieurs irritants :  
60 particulièrement leur coût, mais aussi l'absence de souplesse quant aux  
61 heures d'ouverture ou à une fréquentation irrégulière.

62 La dureté du climat économique actuel et ses répercussions sur  
63 les conditions de travail apparaissent aussi comme un frein à  
64 l'expansion des familles. On se plaint, entre autres, de la précarité  
65 de l'emploi combinée avec l'augmentation des dépenses qu'entraînent la  
66 naissance et l'éducation des enfants. Sans oublier les relations  
67 difficiles vécues avec l'employeur au moment de retourner au travail ou  
68 l'expérience d'un congédiement qui forcent les femmes à y penser à deux  
69 fois avant de revivre une grossesse.

70 Enfin, certaines déplorent l'insuffisance du soutien financier  
71 des gouvernements, et notamment la diminution de l'aide quand les  
72 enfants atteignent 6 ans. Pourtant, soulignent des femmes, les besoins  
73 des enfants ne cessent de croître après cet âge. Les exigences de  
74 l'école, fut-elle publique, avec sa flopée de fournitures et  
75 d'activités, pèsent particulièrement lourd, remarquent-elles vertement.

76           **Et si on imaginait une société adaptée aux mères...**

77           *...on aurait un marché du travail accueillant pour les familles.*

78           Mais encore? Les mères et les pères auraient accès à des **horaires**  
79 **de travail** flexibles. Mieux, les horaires de travail s'accorderaient  
80 avec ceux de l'école : les congés pédagogiques, les semaines de relâche  
81 et les vacances scolaires causent bien des casse-tête pour la garde des  
82 enfants.

83           Les parents disposeraient aussi d'une banque de **congés payés** pour  
84 responsabilité parentale dont ils n'auraient pas à justifier  
85 l'utilisation. Dans une perspective d'équité, les travailleuses  
86 autonomes -- une espèce en voie d'expansion --, auraient droit à des  
87 crédits d'impôt pour compenser les pertes attribuables aux congés  
88 exigés par les soins aux enfants.

89           Dorénavant, les travailleuses en congé de maternité ne subiraient  
90 plus de diminution de revenus. La **différence** entre leur salaire  
91 habituel et les prestations de l'assurance-emploi serait comblée par  
92 l'employeur ou, option privilégiée par un plus grand nombre, par une  
93 assurance à laquelle contribueraient les employeurs, l'État et les  
94 parents.

95           *...les services d'aide aux familles seraient universels et*  
96 *vraiment efficaces.*

97           À quoi cela ressemblerait-il? D'abord, finis les cauchemars  
98 autour de la **garde des enfants**. En premier lieu, les garderies seraient  
99 accessibles à un **coût abordable** : voilà une position unanime.

100          «Actuellement, je travaille pour payer les frais de garde», a déploré

101 plus d'une. Pire, ont ajouté d'autres : «Si tu es au salaire minimum et  
102 que tu as un deuxième enfant, il est hors de question que tu retournes  
103 travailler, parce que ta paie ira à la garderie.» Pour faciliter le  
104 retour au travail des mères assistées sociales, on devrait même, dans  
105 leur cas, instaurer la gratuité de ces services. Pour leur part, les  
106 très nombreuses travailleuses de soir, de nuit, sur des quarts  
107 variables, sur appel, à temps partiel, alouette... trouveraient leur  
108 compte si des garderies étaient ouvertes **24 heures sur 24** et si les  
109 modalités d'accueil s'assouplissaient. «Comme je travaille le soir, je  
110 n'ai accès ni aux garderies ni aux subventions. Je suis obligée  
111 d'encourager le travail au noir», a relevé quelqu'une. Pour faciliter  
112 le lien mère travailleuse-enfant, il y aurait des garderies **en milieu**  
113 **de travail**, ce qui pourrait notamment permettre aux mères d'allaiter  
114 plus longtemps.

115 «Les mères ne sont pas toutes sur le marché du travail», se sont  
116 empressées de nous rappeler des femmes. Ce n'est toutefois pas une  
117 raison pour les priver de toute ressource de répit, ce qui est souvent  
118 le cas lorsque leurs enfants ne se font pas garder sur une base  
119 régulière et qu'elles ne peuvent compter sur leur entourage. Pour  
120 elles, il s'agirait, avec l'assistance d'un organisme public, de mettre  
121 sur pied un **réseau d'échange** de services entre mères à la maison. Ou  
122 encore les municipalités pourraient offrir, à prix modique, des  
123 activités de **loisir**, séparées mais simultanées, aux mères et à leurs  
124 enfants. L'une ou l'autre de ces formules contribuerait de plus à  
125 rompre l'isolement de ces femmes et à favoriser l'échange

126 d'information. Enfin, appréciant les initiatives des quelques commerces  
127 qui ont des **halte-garderies gratuites** sur place, les participantes en  
128 ont souhaité la généralisation. «Pour les magasins, plaident-elles, il  
129 s'agit d'un moyen en or de fidéliser la clientèle.

130 Mais les enfants, ce ne sont pas que les bambins des garderies;  
131 un jour, ils prennent le chemin de l'école... pour en revenir avec une  
132 tonne de devoirs! Pour soulager les mères, surtout celles qui  
133 travaillent à temps plein, toutes les participantes se sont montrées  
134 favorables à l'instauration d'un service d'**aide aux devoirs**. Certaines  
135 préféreraient d'ailleurs payer pour un tel service plutôt que pour une  
136 garderie ou une gardienne après l'école. Quant aux ados, il serait  
137 peut-être intéressant de leur proposer de se regrouper dans une maison  
138 de jeunes où ils et elles bénéficieraient tout de même du soutien de  
139 membres de la communauté pour étudier.

140 Par ailleurs, parce que, de nos jours, l'éducation passe aussi  
141 par la participation à des activités culturelles, les femmes ont  
142 demandé que celles-ci soient gratuites pour les enfants de familles  
143 modestes ou, du moins, déductibles d'impôt.

144 Enfin, nous l'avons dit plus haut, les mères se sentent mal  
145 informées des ressources à leur disposition. Pour pallier cette lacune,  
146 quelques-unes ont suggéré de réunir toute l'**information**, y compris sur  
147 les groupes communautaires, dans un guide distribué par les CLSC. Elles  
148 n'ont pas manqué, au passage, de déplorer la sélectivité croissante des  
149 services que dispensent ces derniers et ont réclamé une **accessibilité**  
150 plus large.

151 ...l'État reconnaîtrait les dépenses qu'occasionne la présence  
152 d'enfants et contribuerait à les amoindrir.

153 Outre la nécessité d'augmenter les **allocations familiales** pour  
154 les enfants de plus de 6 ans et d'améliorer la compensation financière  
155 pendant les congés de maternité ou parentaux déjà mentionnée, les  
156 participantes considèrent que le gouvernement devrait veiller à **réduire**  
157 **le coût** de certains services ou biens essentiels. Il pourrait  
158 intervenir directement, notamment en «plafonnant» les frais de garde,  
159 ou par l'entremise d'exemptions de taxes sur des produits essentiels,  
160 tels le lait ou les couches.

161 Côté fiscalité, l'État devrait aussi accorder des **crédits d'impôt**  
162 plus substantiels pour les enfants à charge et mieux prendre en  
163 considération la situation des mères qui étudient et des chefs de  
164 famille monoparentale.

165 Enfin, des Trifluviennes excédées par les difficultés qu'elles  
166 éprouvent à concilier travail et famille dans un marché du travail de  
167 plus en plus dur, ont réclamé, à l'unanimité, l'attribution d'un  
168 **salaire aux mères** -- aux parents, ont-elles corrigé par la suite --, à  
169 **la maison**. Pour elles, ce serait une autre façon de reconnaître  
170 l'importance que la société accorde à l'éducation des enfants.

171 **C'est beau les enfants, mais qui en est responsable?**

172 Pour les unes, sans aucune hésitation : «C'est un choix personnel  
173 d'avoir des enfants. On n'a donc rien à exiger des autres.» En  
174 conséquence, elles privilégient des solutions qui relèvent de la  
175 débrouillardise individuelle, largement tributaires de l'aide de la

famille, des voisins, des amis, etc. Bref, «un retour aux anciennes valeurs où l'entraide prenait davantage d'importance». Quelques-unes parmi elles sont tellement imprégnées du caractère individuel de la responsabilité parentale qu'elles déclarent ne compter que sur leurs propres moyens.

Pour d'autres, tout aussi nombreuses et convaincues, le soutien aux parents est d'abord une affaire de société, puisque «les enfants contribueront plus tard à l'économie, ce qui profitera à tous les adultes d'aujourd'hui». Au fait, c'est qui «la société»? Les réponses qui viennent spontanément sont les gouvernements, les entreprises, les municipalités, les CLSC, les écoles. Au sujet des entreprises cependant, des discussions s'engagent. Des femmes exigent plus d'ouverture et de souplesse à l'égard des parents -- père comme mère, insistent certaines, -- quitte à ce que le gouvernement les y contraigne par une loi. D'autres craignent que, dans le contexte actuel, les revendications parentales jouent au détriment de l'embauche déjà «frileuse» des femmes. «Et les syndicats?», relance l'animateur. Pour toute réponse, un long silence embarrassé, puis : «Les énergies des syndicats sont totalement consacrées à garder nos postes qui sont sans cesse coupés». Quant aux groupes communautaires, qui doivent aussi être suggérés par l'animateur, «ils font déjà beaucoup pour les parents. Mais, étant donné leur situation précaire, ce sont des ressources fragiles.»

**Les enfants, on les fait à deux; mais après?**

Une grosse (et bonne) surprise : la majorité des participantes

estiment que les pères en font suffisamment. Attention cependant! Il faut écouter la réponse jusqu'au bout : «Suffisamment, compte tenu du temps que leur laissent leurs obligations professionnelles.» Toute une nuance!

Les discussions suivant leur cours, un autre bémol s'impose : si les pères sont de plus en plus présents à l'heure des jeux et même des soins, s'ils participent plus activement, quoique dans une moindre mesure que les mères, aux tâches domestiques, la responsabilité, l'organisation globale reposent toujours sur ces dernières. Et elles en ont assez. Alors que faire?

D'abord -- et c'est une position majoritaire --, les mères (encore elles!) doivent «sensibiliser les pères à leur rôle et leur laisser prendre davantage d'initiatives en leur faisant confiance». D'après quelques-unes, une «thérapie de choc» s'impose : à l'occasion, elles obligeraient les pères à passer plusieurs journées avec leurs enfants pour leur faire comprendre les exigences de la tâche. D'autres verraient d'un bon oeil la mise sur pied de «cours de préparation à la paternité»; les pères y trouveraient une occasion de parler d'eux, entre eux, ce qui leur manque actuellement, selon les partisans de cette proposition. Enfin, des mères seules, dont les conjoints n'apportent, au mieux, qu'une contribution financière, s'inquiètent de l'absence de présence paternelle. Elles souhaitent donc des mesures qui «forceraient» les contacts réguliers avec les enfants.

Il faut aussi travailler en fonction de l'avenir en transmettant aux enfants des modèles exempts de stéréotypes sexistes. D'ailleurs,



certaines reconnaissent qu'elles s'y efforcent déjà. Si cette responsabilité revient de prime abord aux parents (toujours aux mères?!), elles n'en réclament pas moins la collaboration des médias et de l'école.

Finalement, quelques-unes prennent à partie les entreprises qui, par leurs exigences, bloquent la participation des pères à la vie de famille. «S'il demeure difficile pour les femmes de se prévaloir des congés de maternité ou parentaux, pour les pères, c'est pratiquement impossible dans certains milieux. La performance au travail est le seul critère qui compte. C'est pourquoi ça va prendre des lois pour que les employeurs permettent aux pères de s'engager plus.»

-30-

#### **Encadré**

##### **Les dessous de l'enquête**

De toutes conditions, environ la moitié des 41 participantes occupaient un emploi à temps plein ou à temps partiel, la plupart vivaient avec un conjoint, mais pas nécessairement le père biologique de leurs enfants, et la grande majorité avaient un ou deux enfants.

Nous avons réuni des femmes du centre-ville de Montréal, de la banlieue de la métropole, de Trois-Rivières, de la région de Portneuf, ainsi que de Québec et sa banlieue pour des groupes de discussion d'environ deux heures. Bien que cette technique ne permette pas de joindre un grand nombre de personnes, elle présente l'avantage de

favoriser l'expression et l'approfondissement de certaines questions,  
ce qu'un sondage n'aurait pas pu faire.

Précisons finalement que les rencontres ont eu lieu pendant la  
semaine où le document gouvernemental sur les nouvelles dispositions de  
la politique familiale a été rendu public, ce qui a pu exercer une  
influence sur certaines participantes.

#### **EXERGUES**

«On met un **enfant** au monde... et on nous récompense en **coupant**  
40 % de notre salaire.»

«J'ai **perdu** mon emploi lorsque je suis tombée **enceinte** pour la  
deuxième fois. Mon patron m'a dit que j'étais sûrement une excellente  
**mère** et que je serais bien mieux à la **maison**.»

«Lorsque le gars annonce au travail qu'il va être **père**, il n'a  
que des **félicitations**. Lorsque c'est **nous**, on reçoit un accueil très...  
**tempéré!**»

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 6

### Titre

Liste des études commandées durant l'exercice financier 1996-1997 à la demande du Conseil du statut de la femme

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Serge Massé-Dionne : 6 800 \$

Production de tableaux statistiques et d'analyse sur les conditions de vie des femmes (santé, éducation, travail) pour les 16 régions du Québec.

Nathalie Daigle : 6 800 \$

Production de tableaux statistiques et d'analyse sur les conditions de vie des femmes (santé, éducation, travail) pour les 16 régions du Québec.

Les résultats de ces études sont attendus au 31 mars 1997.

SOURCE :

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 7

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le Conseil du statut de la femme du 1<sup>er</sup> avril 1996 au 28 février 1997</p>
---

<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Voir annexe</p>
---

SOURCE : Mirage du 28 février 1997

**LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$  
OCTROYÉS PAR LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 1996 AU 28 FÉVRIER 1997**

<b>AGENCE STOCK PHOTO</b> photos	1 425 \$
<b>ANNE-MARIE BARTHE ENR.</b> conception graphique	1 370 \$
<b>ASSELIN SYLVIE</b> conversion d'un document	500 \$
<b>BÉLANGER LOUISE</b> conseillère publicitaire	3 410 \$
<b>BELL CANADA SOLUTION</b> installation d'un lien Internet	2 597 \$
<b>BOIVIN LOUISE</b> 2 chroniques	1 800 \$
<b>BORDELEAU FRANCINE</b> 2 chroniques	1 154 \$
<b>CENTRE PHOTO-LITHO CPL</b> conception graphique	6 586 \$
<b>CENTRE ST-PIERRE</b> conception d'outils pédagogiques	10 824 \$
<b>CHAREST DANIELLE</b> 2 chroniques	1 080 \$
<b>COMMUNICATION DEMO INC.</b> revue de presse	4 730 \$
<b>COUTURE NANCY</b> conception graphique	500 \$
<b>DESCHAMPS DESIGN</b> conception graphique	2 626 \$
<b>ENVELOPPES TRANSIT INC.</b> impression	1 204 \$
<b>EXPRESSION</b> 4 chroniques	4 700 \$
<b>FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES</b> frais pour contrats de services gouvernementaux	3 168 \$
<b>FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES</b> frais de contrats de services gouvernementaux	2 870 \$
<b>FORMULA TECH</b> fabrication de macarons	965 \$
<b>GROUPE GRAPHIQUE TRADITION</b> conception graphique	1 050 \$

HAYEUR Caroline photos			1 405 \$
IMPRESSION STAMPA INC. impression			825 \$
IMPRESSION PICHÉ INC. impression			5 656 \$
IMPRIMERIE CANADA INC. <i>La Gazette des femmes</i>			
	impression	insertion coupon d'abonnement	
Vol. 18-2	25 000 copies	25 000	7 410 \$
Vol. 18-3	15 000	15 000	7 020 \$
Vol. 18-4	15 000	15 000	7 020 \$
Vol. 18-5	16 000	32 000	7 515 \$
Total			28 965 \$
IMPRIMERIE REPRODUCTION DE QUÉBEC impression divers documents			16 334 \$
IMPRIMERIE LA RENOMMÉE INC. impression			3 510 \$
INFORMATIQUE RIVE-SUD gestion de la banque des abonnées sollicitation téléphonique			11 951 \$ 1 192 \$
LAFLAMME CLAUDE 2 chroniques			1 823 \$
LAUZON JOHANNE 3 chroniques			1 457 \$
LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC édition du rapport annuel 1995-1996 du CSF			1 279 \$
MAISON POSTALE DEEP INC. adressage mécanique			812 \$
MARCEL CAROLINE 2 chroniques			910 \$
NADEAU CAROLE-LINE 1 chronique			590 \$
OUELLET NADINE conception graphique			4 000 \$
PRESSE COMMERCE ENR. promotion et distribution de <i>La Gazette des femmes</i>			2 011 \$
RIVEST ISABELLE 2 chroniques			922 \$
ROTHMAN CLAIRE traduction			878 \$
STRATÉGIE ORGANISATION MÉTHODE SOM INC. enquêtes			9 800 \$

TARDIF FRANCE	
conception graphique	3 990 \$
TRANSFINITION	
adressage mécanique	1 455 \$

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 8

<div><div>Titre</div><div>Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat</div></div>
<div><div>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</div><div><div><div>Centre St-Pierre :</div><div>Le contrat est passé de 8 500 \$ à 10 625 \$, soit un supplément de 2 125 \$, étant donné que le CSF a demandé l'ajout d'une étape supplémentaire de rédaction d'aide-mémoire à l'intention des responsables régionales.</div></div><div><div>Expressions enr. :</div><div>Le contrat est passé de 1 000 \$ à 1 200 \$, soit un supplément de 200 \$, étant donné que le CSF a demandé l'ajout de deux feuillets pour des articles destinés à <i>La Gazette des femmes</i> (vol. 18, n° 6, mars-avril 1997).</div></div><div><div>Expressions enr. :</div><div>Le contrat est passé de 700 \$ à 900 \$, soit un supplément de 200 \$, étant donné que le CSF a demandé l'ajout de deux feuillets pour des articles destinés à <i>La Gazette des femmes</i> (vol. 17, n° 1, mai-juin 1997).</div></div></div></div>

SOURCE :



# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 9

<b>Titre</b>
Le montant, pour l'année 1996-1997, de chacune des dépenses suivantes

<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>
Le Conseil du statut de la femme estime, pour l'exercice 1996-1997, les dépenses suivantes au 28 février 1997 :
- la photocopie 16 734 \$
. photocopieurs 13 965 \$
. extérieur 2 769 \$
- la télécopie (fax) 3 100 \$
- la téléphonie cellulaire 600 \$
- les téléavertisseurs 0 \$
- le mobilier de bureau 4 864 \$
- les fournitures de bureau 14 500 \$
- les distributeurs d'eau 450 \$
- le remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas 78 079 \$
- le ressourcement ou préparation à la retraite 0 \$
- les frais de congrès, de colloques, etc. 4 570 \$
. au Québec 4 570 \$
. à l'extérieur du Québec 0 \$
- les frais reliés au perfectionnement 10 444 \$

SOURCE : SYGBEC, 7-S11 du 28 février 1997 (0660)

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 10

<div>Titre</div> <div>Liste de tous les véhicules fournis</div>
---

<div>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</div> <div>Le Conseil du statut de la femme ne fournit aucun véhicule automobile à son personnel.</div>
---

SOURCE :

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 11

**Titre**

Liste de personnes dont la cotisation fut payée en 1996-1997 par l'employeur, qui sont membres de corporations professionnelles, de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et le montant global à laquelle s'élève la somme payée pour ces cotisations

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Pour l'exercice 1996-1997, le Conseil du statut de la femme a défrayé 810 \$ concernant la cotisation au Barreau de l'avocate des services juridiques.

**SOURCE :**

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 12

**Titre**

Répartition du personnel masculin et féminin des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles selon les catégories d'emploi

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Voir annexe

**SOURCE :**

**RÉPARTITION DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ DES JEUNES DE MOINS DE 30 ANS, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES SELON LES CATÉGORIES D'EMPLOIS**

CATÉGORIES D'EMPLOIS	EXERCICE FINANCIER						
	1996-1997						
	F	M	H	A	AUTOC	CC	-30
Hors cadres et cadres	4						
Professionnelles	23	1				1	
Fonctionnaires	31	1					

- F :      personnel féminin
- M :      personnel masculin
- H :      handicapées
- A :      anglophones
- Autoc : autochtones
- CC :     communautés culturelles
- 30 :    jeunes de moins de 30 ans
- \* :      personnel actif au 28 février 1997

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 13

Titre

Informations concernant l'assiduité pour l'exercice financier 1996-1997

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir annexe

SOURCE : Rapports SAGIP S25 (185405-185407) au 28 février 1997

A) Nombre de jours de congé de maladie pris par le personnel : 1 295,5

Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars
65,5	125	152	155,5	138,5	74	126,5	139	94	99	91,5	35

B) Nombre d'heures supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires :

HEURES SUPPLÉMENTAIRES			
MOIS	EFFECTUÉES	COMPENSÉES (VACANCES)	PAYÉES (\$)
Avril	115,50	115,50	0
Mai	297,34	254,75	42,59
Juin	154	143,25	10,75
Juillet	16	16	0
Août	112,50	112,50	0
Septembre	265,36	253,36	12,00
Octobre	108,90	85,83	23,07
Novembre	160,50	152	8.50
Décembre	169,74	126,24	43,50
Janvier	191,96	191,96	0
Février	50	50	0
TOTAL	1 641,80	1 501,39	140,41

C) Nombre de jours de vacances pris par le personnel : 1 118,5

Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars
41,5	25,5	38,5	455,5	336	33,5	11	21	72,5	52	20	11,5

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 14

<p><b>Titre</b></p> <p>Informations concernant les effectifs pour l'exercice budgétaire 1996-1997</p>
---

<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Voir annexe</p>
---

SOURCE :



A) Effectifs réguliers par catégorie d'emploi :

	HORS- CADRES ET CADRES	PROFESSION- NELLES	TECHNI- CIENNES	EMPLOYÉES DE BUREAU	TOTAL
QUÉBEC	4	12	11	11	38
MONTREAL		4		1	5
AUTRES RÉGIONS		8		9	17
TOTAL	4	24	11	21	60

B) Nombre d'employées bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir : 5.

C) Nombre d'employées bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'elles ont à accomplir : aucun.

D) Nombre de postes par catégorie d'emploi :

	HORS- CADRES ET CADRES	PROFESSION- NELLES	TECHNI- CIENNES	EMPLOYÉES DE BUREAU	TOTAL
QUÉBEC	4	13	12	12	41
MONTREAL		4		1	5
AUTRES RÉGIONS		9		9	18
TOTAL	4	26	12	22	64

E) Niveau des effectifs

Voir au point D.

F) Nombre de postes occasionnels : 1

Nombre de postes temporaires : aucun

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 15

Titre

Liste des baux pour les espaces loués par la SIQ

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera donnée par le Conseil du trésor

SOURCE :

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 16

**Titre**

Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1996-1997 qui louent des espaces

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le Conseil du statut de la femme ne loue pas d'espace en dehors de ceux qui lui sont procurés par la SIQ.

**SOURCE :**

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 17

**Titre**

Liste des contrats attribués en 1996-1997 à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Voir annexe

**SOURCE :**

## COMMUNICATION GRAPHIQUE

**Agence Stock Photo** : 1 425 \$  
Conception graphique

**Anne-Marie Barthe** : 7 856 \$  
Conception graphique

**Centre Photo-Litho C.P.L. inc.** : 1 057 \$  
Communication graphique

**Conception graphique**  
**Deschamps Design** : 2 372 \$  
Conception graphique  
Internet et diverses publications

**Formula Tech enr.** : 965 \$  
Communication graphique  
Macarons du 8 mars

**France Tardif** : 3 990 \$  
Conception graphique  
Publications du 8 mars

**Groupe graphique**  
**Tradition inc.** : 1 050 \$  
Communication graphique

**L'Atelier Rouge** : 6 390 \$  
Conception graphique  
Brochure sur la santé

**Photographe Louise Leblanc enr.** : 997 \$  
Conception graphique

## COMMUNICATION PUBLIQUE

**Communication CNW inc.** : 868 \$  
Transmission des communiqués de presse

**Communication DEMO inc.** : 5 651 \$  
Revue de presse écrite

**Informatique Rive-Sud inc.** : 1 192 \$  
Télémarcheting auprès de l'ex-clientèle de  
*La Gazette des femmes*

**Transcriptions Verbatim inc.** : 1 180 \$  
Revue de presse électronique

## RECHERCHE

**Centre d'animation St-Pierre** : 10 824 \$  
Conception d'outils sur le partenariat et  
sessions de formation

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 18

**Titre**

Liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1996-1997

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question a trait aux revenus et non aux dépenses.

**SOURCE :**

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 19

<div>Titre</div> <div>Liste du personnel de cabinet du ministre en 1996-1997</div>
--

<div>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</div> <div>De par sa nature, il n'y a pas de cabinet ministériel au Conseil du statut de la femme.</div>
--

SOURCE :

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 20

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1996-1997</p>
---

<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Il n'y a pas de suite sous-ministérielle au Conseil du statut de la femme.</p>
--

SOURCE :



# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 21

<b>Titre</b>  Liste des sommes d'argent versées en 1996-1997 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministère ou de l'organisme
---

<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>  La présidente du Conseil du statut de la femme ne dispose d'aucun budget discrétionnaire.
--

SOURCE :

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 22

<b>Titre</b>
Liste des crédits périmés, par programme et par élément pour l'exercice financier 1996-1997

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)			
Budget original	Budget modifié	Dépenses (estimation)	Crédits périmés (estimation)
(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
3 834,2	3 834,2	3 722,2	112,0

SOURCE :

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 23

**Titre**

Ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral en 1996-1997 dans le cadre de divers programmes à frais partagés

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le Conseil du statut de la femme n'a obtenu aucun transfert du gouvernement fédéral en 1996-1997.

**SOURCE :**

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 24

**Titre**

Bilan des réalisations du Plan stratégique du Grand Montréal par ministères et organismes sous sa juridiction

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question sera répondue par le ministre d'État à la Métropole.

**SOURCE :**

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 25

### Titre

Prévisions pour 1997-1998 des crédits alloués pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics qui participent au plan d'action gouvernemental visant le redressement de la Métropole

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil du statut de la femme ne participe pas au plan d'action gouvernemental visant le redressement de la Métropole.

Toutefois, le Conseil est présent dans la grande région métropolitaine par ses trois bureaux régionaux situés à Montréal, Longueuil et Laval. De plus, le Conseil a comme préoccupation de s'assurer de la prise en considération des intérêts des femmes et de la représentation féminine dans les instances de la métropole.

SOURCE :

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 26

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux deux Sommets socio-économiques et aux activités de suivi</p>
--

<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Aucun personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché par le Conseil du statut de la femme en regard des opérations reliées aux deux Sommets socio-économiques.</p>
--

SOURCE :

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 27

### Titre

Liste du personnel libéré pour les négociations dans la fonction publique

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera donnée par le Conseil du trésor.

SOURCE :

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 28

**Titre**

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Aucun personnel mis en disponibilité au Conseil du statut de la femme

**SOURCE :**



# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 29

**Titre**

Liste du personnel hors structure par catégorie d'emplois, qui n'occupe aucun poste au Conseil du statut de la femme

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Aucun personnel hors structure rémunéré par le Conseil du statut de la femme qui n'occupe aucun poste au Conseil du statut de la femme.

**SOURCE :**

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 30

### Titre

Liste du personnel rémunéré par le Conseil du statut de la femme et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun personnel rémunéré par le Conseil du statut de la femme n'est affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux ou autres.

SOURCE :

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 31

### Titre

Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres, et affecté au Conseil du statut de la femme

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux ou autres n'est affecté au Conseil du statut de la femme.

SOURCE :

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 32

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste des cadres et hauts fonctionnaires qui ont démissionné, qui ont été affectés ou mis à pied</p>
---

<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Aucun cadre et haut fonctionnaire du Conseil du statut de la femme n'a démissionné, n'a été affecté ou mis à pied.</p>
--

SOURCE :

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 33

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste du personnel par catégorie d'emplois qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite</p>
---

<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Aucun personnel du Conseil du statut de la femme ne reçoit une double rémunération.</p>
---

SOURCE :

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 34

### Titre

Liste détaillée du matériel informatique dont le Conseil du statut de la femme s'est départi aux cours des années 1995-1996 et 1996-1997

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil du statut de la femme a déclaré en surplus lors de l'exercice 1996-1997 les équipements informatiques suivants:

- vingt micro-ordinateurs âgés de plus de cinq ans de modèle 286 fonctionnant sous environnement DOS.

Ces appareils ont fait l'objet d'une déclaration de surplus auprès des services gouvernementaux et d'un avis de libération pour le magasin de surplus Québec

- trois imprimantes

Ces appareils ont fait l'objet d'une déclaration de surplus auprès des Services gouvernementaux et de deux avis de transfert destinés dont un à la Société de développement industriel du Québec (1 imprimante) et au Fonds d'entretien des équipements de bureautique (2 imprimantes).

Le Conseil du statut de la femme a récupéré les pièces de huit micro-ordinateurs et deux imprimantes laser HP et détruit les parties non récupérables.

**SOURCE :**

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 35

### Titre

Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux activités des commissions Doyon, Nicolet, Corbo, Bellemare, O'Bready, Fiscalité et le financement des services publics

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché par le Conseil du statut de la femme en ce qui a trait aux activités des commissions Doyon, Nicolet, Corbo, Bellemare, O'Bready, Fiscalité et le financement des services publics.

SOURCE :

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES PARTICULIÈRES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 98

### FICHE EXPLICATIVE

Titre			
Liste par région du personnel des bureaux régionaux			
Exposé et statistiques (s'il y a lieu)			
	Région	Nom	Poste
01-11	Bas Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Michèle Grenier Nicole Goulet	Agente de recherche Agente de secrétariat
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Christine Chabot Véronique Hamel Johanne Gaudreault*	Agente de recherche Agente de secrétariat Agente de secrétariat occ.
03-12	Québec-Chaudière-Appalaches	Sandra Shee Louise Bédard	Agente de recherche Agente de secrétariat
04	Mauricie-Bois-Francis	Ginette Voyer Huguette Dupuis	Agente de recherche Agente de secrétariat
05	Estrie	Nicole Dorin Hélène Boivin	Agente de recherche Agente de secrétariat
06	Montréal	Monique Hamelin Mariangela Di Domenico Sylvie Taupier	Agente de recherche Agente de recherche Agente de secrétariat
07	Outaouais	Maryse Fortin Jo-Anne Cabana	Agente de recherche Agente de secrétariat
08	Abitibi-Témiscamingue	Colette Marcotte** Aline Gauthier	Agente de recherche occ. Agente de secrétariat
09	Côte-Nord	Françoise Richard Doris Caron-Asselin	Agente de recherche Agente de secrétariat
13-14-15	Laval-Lanaudière-Laurentides	Lise Julien Mireille Villeneuve	Agente de recherche Agente de secrétariat
16	Montréal	Lise Doyle Louise Dugré	Agente de recherche Agente de secrétariat
* Remplacement de l'employée régulière absente pour invalidité			
** Suite au départ d'une employée permanente			

SOURCE : Personnel actif au 28 février 1997



# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES PARTICULIÈRES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 99

FICHE EXPLICATIVE

<p><b>Titre</b></p> <p>Plan stratégique 1997-1998 présenté au Conseil du trésor</p>
---

<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Voir annexe</p>
---

SOURCE :

## 1. La mission

Tel que prévu à sa loi constitutive, le Conseil est un organisme d'étude et de consultation chargé de conseiller la ministre sur toute question concernant les droits et le statut des femmes et d'informer la population du Québec.

## 2. Les enjeux et les orientations

- la redéfinition du rôle et des politiques de l'État risque d'affecter les conditions de vie des femmes;
- la régionalisation entraîne un transfert de responsabilités aux municipalités et la création de nouvelles structures et institutions régionales qui modifieront les rapports des femmes avec l'État;
- certaines mutations sociales (montée du pluralisme, spécialisation des connaissances, segmentation du mouvement des femmes) forcent un repositionnement du discours féministe;
- la persistance, malgré des acquis, des inégalités systémiques dans les conditions de vie et de travail des femmes.

Face à ces enjeux, le Conseil du statut de la femme s'est donné les orientations suivantes :

- identifier et faire connaître les enjeux relatifs aux femmes dans les transformations et les choix majeurs de l'État et contribuer à la formulation d'un projet social, économique, culturel et politique incluant les femmes;
- contribuer à l'intégration des enjeux de condition féminine dans le processus de régionalisation et à l'augmentation de la participation des femmes aux diverses instances régionales et locales;
- contribuer à la définition des valeurs d'égalité sexuelle dans un contexte de pluralisme croissant, à la valorisation du discours des femmes et au soutien du mouvement des femmes;
- faire connaître les inégalités systémiques qui perdurent dans les conditions de vie des femmes et contribuer à les réduire;
- orienter l'ensemble des ressources du Conseil en fonction d'un maintien de la qualité et de l'efficacité des activités de l'organisme.

## 3. Le suivi du plan stratégique 1996-1997

Les principales réalisations de l'année 1996-1997 sont les suivantes :

- production d'une dizaine d'avis et de mémoires sur des sujets variés : fixation des pensions, éducation, fiscalité, inforoute, équité salariale, procréation médicalement assistée, etc.;
- participation au Sommet sur l'économie et l'emploi, aux consultations sur la métropole, aux travaux sur l'économie sociale;
- activités d'information : production d'outils d'information et de sensibilisation (élections au c.a. des établissements publics, *La Gazette des femmes*, *Info-Région*, outils sur le partenariat, sur la santé et la sécurité au travail);
- soutien à la concertation des femmes et des groupes de femmes en région.

## 4. Le plan de dépenses par programme

Priorités d'action pour 1997-1998 :

- examen de politiques gouvernementales en fonction des besoins des femmes : politique familiale, services à la petite enfance, réformes de la fiscalité, de la sécurité du revenu, etc.;
- plans stratégiques régionaux pour orienter les actions en région et amorce d'une réflexion sur la métropole;
- avis sur la gestion de la diversité culturelle et religieuse;
- dossier d'information ou d'études sur le travail, l'entrepreneuriat féminin, les formes de travail atypique, etc.;
- dans le domaine de la santé, analyse des effets du virage ambulatoire et de la reconfiguration du système de santé.

Les crédits 1997-1998 pour le Conseil s'élèvent à 4,0 M \$. Les efforts budgétaires portent essentiellement sur une rationalisation des services administratifs et des budgets de fonctionnement.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES PARTICULIÈRES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 100

FICHE EXPLICATIVE

**Titre**

Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du plan stratégique 1997-1998  
présenté au Conseil du trésor

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Conseil du statut de la femme (660)

Programme 1

(000 \$)

Rémunération :	3 036,7 \$
Fonctionnement :	969,0 \$
Capital :	6,8 \$
Total :	4 012,5 \$

SOURCE : Livre de crédits 1997-1998

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES PARTICULIÈRES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 101

FICHE EXPLICATIVE

<b>Titre</b>
Liste et copie des avis publiés par le Conseil du statut de la femme

Type de production	Titre	Nombre de pages	Tirage
Avis du CSF	<i>Le projet de loi n° 133 et le droit des femmes à l'égalité dans les régimes d'avantages sociaux, de retraite et d'assurance – Mémoire du Conseil du statut de la femme sur le projet de loi n° 133, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne du Québec et d'autres dispositions législatives</i>	32	800
Avis du CSF Synthèse	<i>Promotion et défense des droits des femmes : des fonds pour mieux faire</i>	32 2	1 500 550
Avis du CSF	<i>Pensions alimentaires : quand une pomme égale deux oranges – Mémoire présenté à la Commission des affaires sociales lors de la consultation sur un modèle de fixation des pensions alimen-taires pour enfants</i>	36	600
Avis du CSF	<i>Mémoire sur le projet de loi n° 35 – Loi sur l'équité salariale</i>	36	1 000
Avis du CSF Synthèse	<i>Des choix pour l'avenir – Avis du Conseil du statut de la femme en réaction au rapport de la Commission des États généraux sur l'éducation 1995-1996</i>	32 2	1 000 1 500
Avis du CSF	<i>Mémoire présenté à la Commission sur la fiscalité et le finance-ment des services publics</i>	35	1 300
Avis du CSF	<i>Infofemmes, avez-vous dit? – Mémoire présenté à la Commis-sion de la culture lors de la consultation sur les enjeux du développement de l'inforoute québécoise</i>	24	2 000
Avis du CSF Synthèse	<i>La procréation médicalement assistée : une pratique à encadrer</i>	93 4	1 500 1 500
Avis du CSF	<i>Mémoire sur le document de consultation intitulé Un parcours vers l'insertion, la formation et l'emploi – La réforme de la sécu-rité du revenu</i>	61	2 500
Avis du CSF	<i>Commentaires sur le projet de loi 65 instituant la médiation préalable en matière familiale</i>	23	1 500
Avis du CSF	<i>Commentaires du Conseil du statut de la femme sur les orientations ministérielles en matière de planification des naissances</i>	27	1 100

SOURCE :